

Discours du Président Emmanuel Macron à l'Assemblée générale des Nations unies.

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs.

Je m'exprime ici au nom d'un pays qui n'oubliera jamais ce dont les nations sont capables quand elles sont unies : la liberté. La France vient de rendre hommage cette année aux peuples d'Amérique, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie qui lui ont permis de se libérer de l'emprise nazie voilà huit décennies. Le progrès et la paix.

Libérée, la France a fondé avec ces peuples une communauté d'États libres et souverains, capables de s'engager les uns envers les autres et de s'entendre sur l'essentiel.

L'espoir, comme celui que nous avons encore vu ces derniers temps lors de Jeux olympiques et paralympiques, accueillis cet été par la France dans la beauté, l'enthousiasme et la concorde des peuples.

Pourtant, malgré cette liesse, la trêve olympique, unanimement voulue ici même, est restée lettre morte. Pourtant, le danger d'une parole sans effet et d'une diplomatie impuissante sont là chaque jour devant nous. Pourtant, notre organisation affronte la plus grande convergence de crises qu'elle ait sans doute connue après ces huit décennies d'existence. Le sentiment d'une perte de contrôle grandit face aux guerres, aux changements climatiques, à l'accroissement des inégalités, des injustices. Et chaque jour l'humanité semble se fragmenter davantage alors que les circonstances exigeraient de trouver des réponses communes, fortes, efficaces.

Pour redonner à ces deux mots, nations unies, leurs puissances d'espérance, nous devons nous retrouver, comme jadis, sur un socle essentiel. Et c'est de cela dont je voudrais dire quelques mots.

D'abord et avant tout, il faut restaurer les termes de la confiance et du respect entre les peuples, et je les vois s'estomper dans les débats qui sont les nôtres. Pour ce faire, nous devons en effet montrer une égale attention à ceux qui souffrent.

Je l'évoquais ici même il y a deux ans, en jurant la possibilité d'un double standard, une vie égale une vie. La protection des civils est une norme impérative et doit rester notre boussole, alors même que nous célébrons cette année le 75ème anniversaire des conventions de Genève. Ne laissons pas s'installer l'idée, un seul instant, que les morts de l'Ukraine sont ceux du nord, que les morts de Gaza sont ceux du sud, et que les morts des conflits au Soudan, dans la région des Grands Lacs, ou en Birmanie, seraient ceux des consciences qui, trop seules, s'en indigneraient.

Reprendre le contrôle et restaurer cette confiance implique donc de partout chercher la paix, de n'accepter aucune différence à chaque fois que la dignité de la vie humaine est en jeu, de n'accepter aucune différence à chaque fois que l'intégrité territoriale, la souveraineté des États est en jeu. Ces conflits aujourd'hui interrogent notre capacité même à faire respecter notre Charte des Nations Unies. Et quand je vois certains vouloir proposer la paix en demandant la capitulation, je m'étonne qu'on puisse même soutenir une telle idée.

Je veux ici redire combien la protection des civils, de l'ensemble des travailleurs humanitaires, de toutes celles et ceux qui œuvrent à nos valeurs communes est indispensable dans chacun de ces conflits.

Ensuite, nous devons apporter une réponse commune aux grands défis que sont les deux guerres qui touchent l'Europe et le Proche-Orient. La Russie, en effet, mène en Ukraine une guerre de conquête territoriale au mépris des principes les plus fondamentaux de la vie internationale. Elle est coupable de graves manquements au droit, à l'éthique, à l'honneur même. Rien dans ce qu'elle fait ne correspond à l'intérêt commun des nations, ni aux responsabilités particulières qu'elle assume dans cette organisation. Le sort de l'Ukraine engage la paix et la sécurité en Europe et dans le monde. Car qui pourra encore se croire protégé de ses voisins les plus forts, les plus violents, les plus avides, si nous laissons la Russie l'emporter comme si de rien n'était ? Personne.

C'est donc bien notre intérêt commun, l'intérêt commun des nations que l'Ukraine soit restaurée au plus vite dans ses droits légitimes et qu'une paix juste et durable soit bâtie. La France continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Ukraine tienne bon, se mette hors de danger et obtienne justice. Elle continuera de lui fournir des équipements indispensables à sa défense et avec ses alliés et partenaires les plus proches, la France soutiendra la remarquable résistance du peuple ukrainien et s'engagera pour qu'il obtienne une sécurité durable. Cherchons la paix. La France saura joindre ses forces à celles de tous les partenaires sincères pour construire une paix solide pour l'Ukraine et pour l'Europe.

Je sais que pour beaucoup d'entre vous, l'essentiel est toutefois ailleurs ; dans la trop longue liste des guerres oubliées, des victoires injustes, des résolutions mal négociées ou parfois jamais mises en œuvre. Je n'en oublie aucune, même si je ne peux ici les évoquer toutes. Le président TSHISEKEDI me précédait à cette tribune il y a quelques instants et la situation des Grands Lacs — j'y reviendrai avec lui, et le président KAGAME dans quelques jours — nous préoccupe. Et en Arménie, Monsieur le Premier ministre, aux côtés de laquelle la France se tient fermement face aux pressions de l'Azerbaïdjan et des territoires, la communauté internationale doit être là pour que les négociations de paix aboutissent et que les frontières internationalement reconnues soient préservées.

Mais je sais que pour beaucoup d'entre vous, l'essentiel, au-delà de ces guerres, est aussi aujourd'hui, et il l'est pour nous également, à Gaza, là où le destin du peuple palestinien est présent, et pèse sur chacun de nos débats.

Je voudrais, sur ce sujet aussi complexe, redire avec la plus grande clarté la position de la France depuis le premier jour. Nous condamnons avec fermeté l'attaque terroriste terrible et sans précédent décidée et menée par le Hamas contre Israël le 7 octobre. Le terrorisme est inacceptable, quelles qu'en soient les causes, et nous pleurons ici les victimes de l'attaque du Hamas du 7 octobre dernier, parmi lesquels 48 citoyens français. J'adresse mes pensées de compassion, d'amitié à toutes les familles qui vivent dans la douleur d'avoir perdu des enfants, des parents, des amis le 7 octobre. Nous demandons également à nouveau et solennellement que les otages soient libérés. Parmi eux, plusieurs de nos compatriotes français demeurent. Et je veux ici saluer les efforts des États-Unis d'Amérique, de l'Égypte et du Qatar pour y parvenir. Cela demeure une priorité pour nous tous.

Israël, face à cette attaque terroriste, a le droit légitime de protéger les siens et d'enlever au Hamas les moyens de l'attaquer à nouveau. Et aucun d'entre nous n'aurait subi les coups reçus le 7 octobre sans en tirer des conséquences. Pour autant, la guerre qu'Israël mène à Gaza n'a que trop duré. Les dizaines de milliers de victimes civiles palestiniennes n'ont aucune justification, aucune explication. Trop d'innocents sont morts, et nous portons aussi leur deuil. Et ces morts sont, eux aussi, un scandale pour l'humanité et une source dangereuse de haine, de ressentiment qui menace et qui menacera la sécurité de tous, dont celle d'Israël demain.

Il faut donc que cette guerre cesse et que le cessez-le-feu intervienne au plus vite en même temps que les otages soient libérés et que l'aide humanitaire arrive massivement à Gaza. Cette position, nous la tenons depuis octobre 2023 poussant des résolutions avec nombre d'entre vous tenant la première conférence humanitaire pour Gaza dès novembre à Paris. C'est aujourd'hui une question de volonté politique au vu de la destruction des capacités militaires du Hamas. Il est impératif qu'une nouvelle phase s'ouvre à Gaza, que les armes se taisent, que les humanitaires reviennent, que les populations civiles enfin soient protégées. La France participera à toute initiative qui sauvera des vies et qui permettra d'assurer la sécurité de tous. Le déploiement d'une mission internationale doit ouvrir la voie à la mise en œuvre de la solution des deux États. Il revient au Conseil de sécurité des Nations Unies de se prononcer à cet égard et il faut aussi que soient prises sans plus attendre les dispositions nécessaires pour préserver le lien entre Gaza et la Cisjordanie, pour restaurer l'Autorité palestinienne dans ses fonctions et pour assurer la reconstruction du territoire et rendre à nouveau possible la vie, tout simplement.

La France s'engagera pour que tout soit fait afin que les Palestiniens disposent enfin d'un État vivant côte-à-côte avec Israël. Les conditions d'une paix juste et durable sont connues. Il reste à en ouvrir le chemin. Il doit être le plus court possible. La France tirera donc les conséquences de son engagement pour la solution des deux États et renouvellera son action pour qu'elle advienne enfin au bénéfice des peuples, pour répondre à leurs aspirations légitimes, faire advenir un État palestinien, donner toutes les garanties nécessaires à Israël pour sa sécurité, bâtir des reconnaissances réciproques et des garanties de sécurité communes pour tous dans la région. Nous y travaillerons au cours des prochaines semaines avec Israéliens et Palestiniens, comme avec tous nos partenaires régionaux et internationaux.

Dans l'immédiat, au moment où nous nous parlons, le risque principal est celui de l'escalade. Mes pensées fraternelles vont au Liban et au peuple libanais. Le Hezbollah prend depuis trop longtemps le risque insoutenable d'entraîner le Liban dans la guerre. Israël, quant à lui, ne peut, sans conséquences, étendre ses opérations au Liban. La France exige le respect par chacun de ses obligations le long de la ligne bleue. Nous agissons donc pour faire émerger une voie diplomatique indispensable afin d'épargner les populations civiles et empêcher une explosion régionale. Il ne doit pas, il ne peut pas y avoir de guerre au Liban.

C'est pourquoi nous appelons avec force Israël à cesser l'escalade au Liban et le Hezbollah à cesser les tirs vers Israël. Nous appelons avec force tous ceux qui leur en fournissent les moyens à cesser de le faire. Nous avons demandé que le Conseil de sécurité puisse se réunir dès aujourd'hui à cette fin et je m'en félicite. Et le ministre français se rendra en cette fin de semaine au Liban.

C'est la même unité dont nous devons faire preuve face aux grands défis régionaux et aux défis mondiaux qui sont les nôtres. Car au-delà des conflits que nous connaissons et que je viens d'évoquer, il nous faut ensemble continuer d'assurer le respect de la souveraineté de chacun, de bâtir des solutions régionales et internationales face aux défis. C'est tout le sens de la relation que nous voulons avec l'Afrique, un nouveau partenariat, et c'est ce que depuis deux ans, nous œuvrons à faire. La France a beaucoup fait ces dernières années pour le continent africain, elle a beaucoup fait ces dernières décennies, mais tout particulièrement au Sahel, où les armées françaises ont combattu avec succès le terrorisme, côte à côte avec leurs partenaires régionaux et internationaux.

Toutefois, les coups d'État militaire dans la région nous ont conduits à en tirer les conclusions légitimes. Mais l'Europe et l'Afrique ont devant elles un destin commun, qui exige un partenariat large. Partenariat de paix et de sécurité qui suppose d'en renouveler les termes : plus de formation, plus d'équipement, plus de respect réciproque. Partenariat également reposant sur l'économie, l'énergie, le sport, la culture, la mémoire.

C'est ce qu'avec le Bénin, le Sénégal, le Cameroun, l'Algérie, le Maroc et beaucoup d'autres pays, nous avons patiemment construit ces dernières années et que nous continuerons de mettre en œuvre. C'est la même philosophie qui, depuis 6 ans maintenant, nous conduit à bâtir un partenariat inédit avec l'Indo-Pacifique, où la France a pour ambition de contribuer au respect du droit international sans lequel il ne saurait y avoir de prospérité.

Dans cette région qui a connu un essor exceptionnel au cours des dernières décennies, certains ont la tentation de s'affranchir des règles, voire d'imposer leur volonté par la force. La France propose une alternative, non pas pour se substituer à quiconque, mais pour redonner aux États de la région la possibilité de choisir leur partenaire, projet par projet.

Les territoires français de l'Indo-Pacifique disposent d'une expertise unique dans la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité, le développement des énergies propres ou la lutte contre les menaces transnationales. Notre vocation à cet égard dans la région est de coopérer davantage avec tous, dans leur environnement. Vous l'avez compris, cette logique partenariale, c'est celle qui vise à bâtir de nouveaux équilibres, à refuser la fragmentation du monde ou les grammaires anciennes, mais à chercher, dans un respect réciproque, à bâtir les chemins de stabilité et de paix.

Au-delà de cela, le défi qui est le nôtre, percuté par, les conflits que j'évoquais à l'instant, serait de perdre le fil de notre agenda multilatéral, de perdre l'efficacité à laquelle nous sommes attachés. Et après avoir vécu la pandémie, qui nous avait rappelé, avec tant de force, l'importance de certains de ces défis communs, d'oublier qu'il nous faut poursuivre ce fil. Je crois profondément que le multilatéralisme efficace n'a jamais été aussi nécessaire qu'aujourd'hui et doit conduire à des résultats en matière de développement et de lutte contre les inégalités d'éducation, de santé, de climat et de biodiversité et de technologie. Sur chacun de ces piliers, nous avons besoin d'unité. Et nous avons besoin, là aussi, de tout faire pour éviter la fracture entre le Nord et le Sud. C'est exactement la philosophie que nous avons développée dans le Pacte de Paris pour les peuples et la planète que plus de 60 États ont désormais rejoint.

D'abord, s'assurer que jamais, nous ne poussons un État à choisir entre ses objectifs. Pourquoi des États du Nord iraient donner la leçon à des États du Sud en leur expliquant qu'ils devraient respecter le climat et donc renoncer à des opportunités économiques ? Ils devraient faire ce que certains d'entre eux, au Nord, n'ont pas fait il y a 20, 30 ou 40 ans. C'est irrecevable et inaudible. Il nous faut donc bâtir un agenda qui permette tout en même temps d'avancer dans la lutte contre les inégalités et le développement économique pour l'éducation, le climat et la biodiversité et la santé mondiale.

Ensuite, les solutions doivent se faire et être basées par des propositions des États eux-mêmes. C'est ce que nous avons, par exemple, commencé à bâtir avec nos partenariats pour les transitions énergétiques justes. Ne pas avoir une seule solution pour tous ou des leçons données depuis nos capitales où, en quelque sorte, on vient inspecter des pays en leur demandant de tous suivre la même recette. Il y a un chemin singulier pour chaque pays. C'est la clé de la souveraineté.

Et ensuite, il faut un choc financier, public et un effet de levier privé supplémentaire. C'est ce qui nous a ainsi permis, il y a 3 ans, d'œuvrer à l'augmentation des droits de tirage spéciaux du FMI et d'obtenir la réallocation effective de près de 100 milliards de droits de tirage spéciaux au profit des pays qui en ont le plus besoin, tout particulièrement en Afrique. Révolution silencieuse mais indispensable.

C'est pourquoi aussi, forts de ce pacte, et nous étions avec plusieurs des membres à l'instant, sous l'autorité efficace du président Macky SALL et avec le concours des Nations Unies, de l'OCDE et des organisations concernées, nous voulons poursuivre ce cycle de réformes et mener une réforme profonde des banques multilatérales de nos institutions financières.

Nous avons lancé cet objectif de finances en commun, réunissant les banques de développement de toute la planète, y compris de ceux dont les agendas ne sont pas alignés. Il nous faut œuvrer sur cet agenda de finances en commun pour pouvoir tenir les objectifs que j'évoquais. Et il nous faut, ensemble, je l'espère dans les mois qui viennent, réformer en profondeur la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, d'abord pour en renouveler les membres, ces institutions ayant été conçues à une époque où tant d'entre vous ici n'étiez pas indépendants.

Il faut en renouveler la structure du capital pour lui donner plus de force. La Banque mondiale et le Fonds Monétaire International ont été conçus, pensés, calibrés, à une époque où les défis n'étaient pas les mêmes, où l'économie mondiale n'avait pas cette taille, où la démographie n'avait rien à voir. Il nous faut lever les tabous absurdes. Des blocages posés parfois par les plus grands qui empêchent les autres de remettre de l'argent de peur d'être dilués. Il nous faut donner les capacités d'agir à ses institutions pour financer les projets dont les pays du Sud ont besoin. Et cette réforme est impérieuse pour notre crédibilité collective.

Je le dis aux États les plus riches et à ceux qui, aux côtés de la France, sont autour de la table. Décidez de ne pas le faire et vous verrez dans les années qui viennent émerger un ordre alternatif. Il viendra d'autres qui n'ont pas votre agenda. Décidez de ne pas le faire et vous serez voués aux gémonies, accusés de cynisme et peut-être pas à tort.

Cette réforme du multilatéralisme financier est indispensable pour relever ces défis. Il nous faut aussi poursuivre notre agenda en matière de climat et de biodiversité. Les COP à venir sont des rendez-vous importants et la France, y jouera tout son rôle, en particulier en organisant avec le Costa Rica pour les Nations Unies une réunion importante pour les océans.

Nice, en effet, en juin 2025 accueillera la Conférence des Nations Unies sur l'océan et nous poursuivrons ce faisant notre travail. Et j'espère que nombre d'entre vous pourront ratifier à cet égard les acquis des derniers mois, en particulier le Traité sur la protection de la haute mer, indispensable. Et nous continuons à avancer aussi sur la question de l'eau, si indispensable, avec le nouveau sommet One Planet sur l'eau aux côtés du Kazakhstan et de l'Arabie Saoudite. Je n'égrènerai pas ici tous les sujets nécessaires, indispensables.

Mais je veux aussi rappeler combien l'intelligence Artificielle suppose que dans notre enceinte, tous les États ici présents se coordonnent. Nous avons besoin de favoriser l'innovation. Nous avons besoin de nous assurer que l'innovation de l'Intelligence Artificielle sera accessible à tous les pays et les peuples de la planète et qu'elle ne vienne pas nourrir de nouvelles fractures et de nouvelles inégalités. Mais nous avons besoin que tout ceci se développe dans un cadre éthique, démocratique, pensé par les peuples de la planète.

Nous ne pouvons pas laisser quelques-uns, a fortiori des acteurs privés, qui sont aujourd'hui à la pointe de ces innovations, penser pour nous et pour nos peuples l'avenir de celles-ci. C'est pourquoi la France organisera en février 2025 le prochain Sommet d'action pour l'Intelligence Artificielle.

Mais vous l'avez compris, l'objectif est de construire ce cadre commun et je me félicite des travaux qui ont été conduits et coordonnés par le Secrétaire général et du Pacte numérique mondial, bâti avec les meilleurs experts, qui porte totalement cette philosophie dans laquelle nous nous inscrivons.

Pour finir mon propos, Mesdames et Messieurs, et ayant conscience que j'ai oublié là tant de situations difficiles, du Venezuela au cœur de l'Afrique, en passant par tant de tensions océaniques, je voudrais conclure en parlant de nos Institutions.

J'entends beaucoup de voix s'élever pour dire qu'au fond, les Nations Unies seraient à mettre à la poubelle ; ça ne sert plus à rien ; vous voyez bien, on n'arrive pas à régler les conflits.

Ayons en la matière une impatience constructive. Ayons de l'impatience, je l'ai avec vous, on ne peut pas se satisfaire de ne pas savoir régler les choses. Mais soyons clairs, les responsables sont là. Tant que nous aurons un Conseil de sécurité qui est bloqué, je dirais, de manière réciproque selon les intérêts par les uns et les autres, on aura du mal à avancer.

Est-ce qu'il y a un meilleur système ? Je ne le crois pas. Donc rendons simplement ces Nations Unies plus efficaces, d'abord en les rendant peut-être plus représentatives. C'est pourquoi la France, et je le redis ici, est favorable à ce que le Conseil de sécurité soit élargi.

L'Allemagne, le Japon, l'Inde, le Brésil devraient en être des membres permanents, de même que deux pays que l'Afrique désignerait pour la représenter. De nouveaux membres élus devraient aussi être admis en son sein.

Mais la réforme de la composition du Conseil de sécurité ne suffirait pas à elle seule à lui rendre son efficacité. Et je souhaite donc que cette réforme permette aussi de changer les méthodes de travail, de limiter le droit de veto en cas de crime de masse et de se concentrer sur les décisions opérationnelles que nécessite le maintien de la paix et de la sécurité internationale. C'est cela que nous devons avoir le courage et l'audace de faire et qu'avec les membres permanents actuels, nous devons porter.

Près de 25 ans après le Sommet du millénaire, le moment est venu de retrouver de l'efficacité pour mieux agir sur le terrain auprès des États comme de la société civile. Et au-delà des Nations Unies, nous devons ouvrir une nouvelle ère dans chacune de nos institutions multilatérales, comme je viens de l'évoquer.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les quelques mots que je voulais avoir ici devant vous, aujourd'hui. Dans un moment grave de notre ordre international, là où tant de conflits semblent ne pas se résoudre, je veux dire que la France continuera d'essayer de porter cette voie exigeante, fidèle à ses valeurs, qui refuse les simplifications du moment et qui continuera de se battre pour les principes simples qui nous ont toujours portés : la dignité humaine, le respect des principes de la charte, et qui, au-delà de conflits et de l'actualité, a vocation à continuer à bâtir avec vous un ordre international plus juste et plus efficace. Telle sera notre voix, toujours singulière, aux côtés de nos amis, nos alliés. Mais libre aussi parfois de dire non, quelquefois de refuser le cynisme du moment ou les évidences qui n'en sont pas.

Je vous remercie pour votre attention.